# Allocution de Dr. l'Hon. Renganaden Padayachy,

## Ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement

Assemblée Générale Annuelle du

Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones

Jeudi 30 mars 2023, Port-Louis

« *La francophonie, c'est un vaste pays, sans frontières. C'est celui de la langue française. C'est le pays de l'intérieur. C'est le pays invisible, spirituel, mental, moral qui est en chacun de vous.* »

**Gilles Vigneault, écrivain et poète**

*

*  *

M. Harvesh Seegolam, Gouverneur de la Banque de Maurice et Président du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones

Messieurs les Gouverneurs des banques centrales des Comores et de la Mauritanie

Votre Excellence, Mme Florence Caussé-Tissier, Ambassadrice de France à Maurice

Monsieur Kona Yerukunondu, Premier Adjoint au Gouverneur

Madame Sadhna Gopal, Seconde Adjointe au Gouverneur

Monsieur le Premier Adjoint au Gouverneur de la Banque centrale de Guinée

Mesdames et MessieursMonsieur Emmanuel Rocher, Secrétaire Général du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones

Monsieur Jérôme Baconin, Conseiller économique du Trésor de la République française

Chers Secrétaires Généraux et représentants des autorités de supervision

Amis de la presse

Mesdames et Messieurs

Bonjour à tous.

C'est avec une grande joie que je me joins à vous ce matin à l'occasion de la tenue de l'Assemblée Générale du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones, accueillie pour la toute première fois ici, à Maurice.

A tous ceux qui ont fait le déplacement depuis les quelques 30 pays représentés, je vous souhaite la bienvenue et vous remercie pour cette marque de confiance qui honore les autorités mauriciennes.

Je me saisis également de cette opportunité pour saluer les nombreux visages familiers avec qui j'ai eu le plaisir de collaborer pendant plusieurs années et dans de précédentes fonctions.

Je suis heureux de voir que le flambeau de la francophonie a été repris et qu'il est porté avec succès et fierté par la direction et les équipes de la Banque de Maurice.

L'organisation d'une telle conférence, sous la présidence du Gouverneur de la Banque de Maurice et en la présence du Secrétaire Général du GSBF, est un signal fort envoyé au monde francophone.

Je m'en réjouis.

Car la francophonie est un puissant outil économique.

Elle est cette communauté de langue et de destin qui nous réunit, et au travers de laquelle, Maurice, a une carte internationale à jouer au service du continent africain.

D'une part, en montrant la voie – v-o-i-e.

D'autre part, en portant sa voix – v-o-i-x.

Mesdames et Messieurs,

Et pour en faire cause commune, permettez-moi de mêler deux objets qui me sont chers, à savoir les chiffres et la langue française.

Comme vous le savez sans doute, le français est la cinquième langue parlée dans le monde, avec 321 millions de locuteurs.

Dont, je le relève avec enthousiasme, 60% sont africains.

Plus intéressant encore, et c'est ce que nous apprend le *Rapport 2023 de la Francophonie dans le monde*, la langue de Molière est même la 4ème langue la plus utilisée sur le net.

A l'heure où 5 milliards d'humains possèdent un accès internet et que le français sera parlé par 1 milliard de personnes à l'horizon 2065, ces données sont clés pour appréhender la portée économique de la francophonie dans un monde connecté et interconnecté.

Dans les forums mondiaux, du FMI à l'OCDE en passant par le G20, c'est une prise de position stratégique que je défends ardemment.

Maurice possède cet atout incontestable d'être bilingue, nous devons faire la part belle à cette richesse linguistique pour mieux positionner le continent africain et ses enjeux socio-économiques pressants au sein des instances internationales.

Mesdames et Messieurs,

Cela n’aura échappé à personne, nous évoluons dans un monde ultra-connecté à l’économie hyper-globalisée.

Et c’est en cela qu’une initiative de la sorte du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones est non seulement louable mais aussi absolument nécessaire, d’un point de vue de la supervision bancaire.

L’analyse de l’évolution du contrôle bancaire vers la supervision bancaire se donne finalement à comprendre au travers du spectre de la mondialisation.

Ce changement de terminologie, loin d’être anodin, met en lumière le rôle central et croissant joué par les autorités en charge de la stabilité financière à travers le monde.

L’actualité internationale des dernières semaines, aux Etats-Unis, en Suisse et plus récemment en Allemagne, en est la preuve par l’exemple.

Un monde en crise est un monde qui a besoin d’une coopération internationale renforcée.

L’ère post-Covid se présente, permettez-moi cette expression de circonstances, comme un véritable « stress-test » des relations internationales.

L’ouverture de cette Assemblée est un pas vers sa réussite, en prenant le sujet par l’angle de la supervision bancaire.

Mesdames et Messieurs,

La supervision bancaire, au fil des crises, notamment celle des subprimes, s’est ainsi largement repensée, transformée et solidifiée.

A l’instar des accords de Bâle formant sa clé de voute.

Ces nouvelles exigences permettent aujourd’hui à l’économie mauricienne, soutenue par un écosystème bancaire robuste et stable, de montrer toute sa résilience.

Leur implémentation à l’échelle des nations est un puissant rempart contre les risques de contagion.

Je comprends que cet enjeu sera d’ailleurs l’un des objets de discussions d’une prochaine réunion des membres du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones.

Je suis convaincu que ces échanges entre autorités de supervision nivellent vers le haut nos cadres nationaux en les harmonisant sur une base conjointe.

C’est tout justement ce qu’a fait Maurice, sous la direction de notre Honorable Premier Ministre, quand il a s’agit de travailler à la sortie de liste du GAFI.

Tant la coopération inter-institutionnelle qu’internationale a permis à la juridiction mauricienne, non seulement d’exécuter le Plan d’Action dans un temps record mais aussi, comme l’a souligné Monsieur le Gouverneur, d’être aujourd’hui conforme avec les 40 recommandations du GAFI.

Et bien que l’adhésion aux normes et standards internationaux reste un processus continue, Maurice peut aujourd’hui faire bénéficier son expérience et son expertise à d’autres juridictions.

C’est une responsabilité que nous prenons avec beaucoup de sérieux.

Mesdames et messieurs,

Fort de cet engagement, Maurice continue à renforcer sa position de centre financier international pour la région tout en promouvant la stabilité financière et le développement économique du pays.

Alors que nous avons traversé la pire crise de notre histoire, nous n’avons pas vacillé.

Je souligne, pour nos invités internationaux, que Maurice a subi une récession de près de 15% en 2020 suite à l'arrêt instantané du secteur touristique, après plus de 4 décennie de croissance continue.

Si le Gouvernement mauricien tout comme la Banque de Maurice n'avaient pas agi avec force et courage, ce choc d'une brutalité sans nom aurait pu causer de graves défauts de paiements, des faillites en cascade et des vagues de licenciements.

Face à l'ampleur du choc, Maurice a déployé une réponse historique à hauteur de 32% de notre PIB.

Oui, un tiers du PIB mauricien a été mis à disposition pour soutenir les entreprises et les ménages mauriciens.

Cette stratégie du « quoi qu'il en coûte », qui nous a valu d'être classée comme la 4ème plus forte réponse gouvernementale au monde face à la crise par la Banque Mondiale, a porté ses fruits.

L'économie mauricienne est aujourd'hui en pleine expansion.

Et alors que de nombreux pays entrent ou craignent une récession, Maurice affiche une croissance du PIB de 7,8% en 2022 et une Valeur Ajoutée Brute totale en forte progression de 9,1%.

Je comprends que ces chiffres pourraient tout prochainement être une nouvelle fois revus à la hausse, avec une croissance supérieure à 8%.

C’est dire si la reprise est là.

Sur le plan des investissements, nous avons atteint la barre historique des 110 milliards de roupies mauriciennes pour l'année 2022 soit environ 2,4 milliards d’euros.

De même, les exportations ont dépassé le seuil des 314 milliards mauriciens en 2022, en augmentation de 48,3% par rapport à 2021.

Enfin, nous avons enregistré une nette augmentation de 23% dans la collecte des recettes entre le second semestre de 2021 et celui de 2022.

Plus précisément, les recettes fiscales collectées ont bondi de 51,38 milliards de roupies pour la période juillet 2021-décembre 2021 à 62,97 milliards de roupies pour la période juillet 2022-décembre 2022.

Ces chiffres appellent à un constant.

La crise est aujourd'hui derrière nous.

Sur cette lancée, 2023, malgré son lot de défis persistants à l'international, sera pour Maurice une nouvelle année de forte croissance.

Nous anticipons une croissance supérieure à 5% avec une dette publique qui continuera de baisser fortement, à hauteur de 76,3% du PIB en juin 2023.

A l'épreuve de ces dernières années, notre grande force est résolument de relever les défis qui se présentent sans jamais cesser de saisir de nouvelles opportunités.

Je crois dans le champ des possibles et dans la formidable résilience mauricienne et africaine.

Mesdames et Messieurs,

L'avenir est fait de ceux et pour ceux qui croient en un horizon de développement et de partage valeurs universelles, à commencer par celle de l'égalité.

C'est sans doute ce qui nous, francophones et francophiles, nous animent.

Je termine mon propos par ces quelques mots qui guide le sens de la coopération de ce jour : « *La francophonie, c'est un vaste pays, sans frontières. C'est celui de la langue française. C'est le pays de l'intérieur. C'est le pays invisible, spirituel, mental, moral qui est en chacun de vous.* »

En chacun de nous.

Je vous remercie de votre attention et je vous souhaite des délibérations fructueuses.